

Les régions alpines font face à un dilemme quand un glacier risque de s'effondrer

Montagne Un radar a réussi à prédire la chute du Trift, au-dessus de Saas-Grund, dimanche. L'appareil est le seul du marché à être si précis. Mais il est trop cher pour être maintenu sur le long terme. Alors que faire?

Raphaël Leroy

raphael.leroy@lematin.ch

«Nous aimerions bien laisser ce radar en permanence sur nos glaciers. Mais cela n'est pas possible financièrement.» Pascal Stoeberer est réaliste. Presque fataliste. Le chef de la section dangers naturels du canton du Valais aimerait que le scénario de dimanche passé se réédite à l'avenir: un glacier, le Trift, qui s'effondre, mais qui ne fait aucun blessé car la population en aval, en l'occurrence celle de Saas-Grund (VS), a pu être évacuée la veille. Comment? Grâce à la présence du radar le plus précis au monde.

Proposé par l'entreprise zurichoise Geopraevent, l'appareil interférométrique est utilisé pour des cas critiques. Portable, il est le seul à détecter le moindre mouvement de la montagne au millimètre près, de jour comme de nuit et par tous les temps. «Nous avions un doute sur sa bonne marche à son lancement il y a environ cinq ans, se souvient le glaciologue de l'EPFZ, Martin Funk. La surface des glaciers change souvent de texture. Cela complique les mesures. Mais nous avons vite été rassurés.»

À l'automne 2014, le radar est installé en urgence dans le périmètre du Trift. La partie inférieure du glacier est en train de se détacher

«Le radar n'a pas vocation à être utilisé par des novices. Il y a une chaîne à maîtriser pour interpréter les résultats»

Lorenz Meier, PDG de Geopraevent



La partie inférieure du glacier du Trift s'est détachée dimanche passé sans faire de dégâts. Photos: Dominic Steinmann/EPA - Geopraevent

et les experts prédisent un effondrement imminent. La zone est bouclée pendant trois semaines. Mais rien ne se passe. La roche tient bon. Que faire? Le canton du Valais est partagé. D'un côté, l'incertitude demeure: le glacier risque de céder à tout moment et de mettre en danger des vies humaines en contrebas. Mais de l'autre, l'utilisation du radar a un coût exorbitant pour la collectivité: on parle de 800 francs par jour! Le dilemme est immense.

Finalement, la sécurité prévaut et l'appareil est maintenu moyennant un prix réduit de moitié. Il y restera en activité près de trois ans jusqu'à ce que, lassé de payer, le canton décide de lever le dispositif

en avril. Et ce qui devait arriver arriva: jeudi 7 septembre, de nouvelles données prises cette fois par une caméra haute définition montrent une accélération du glissement de la langue glacière. Les autorités doivent réinstaller leur radar. Problème: les trois appareils en circulation en Suisse sont tous utilisés, notamment à Bondo dans les Grisons. Il faut alors prospecter à l'étranger. Heureusement, il reste un engin disponible en Allemagne, qui est rapidement installé. L'éboulement est ainsi anticipé.

Achat disproportionné

Cet épisode illustre à merveille ce que vivent actuellement les régions alpines. Elles ne peuvent

pas se priver du radar interférométrique si elles veulent éviter des drames humains ou matériels. Mais elles peinent à pouvoir le financer sur le long terme. «Nous avons un budget annuel de 13 millions de francs pour faire face aux dangers naturels comme les avalanches, les chutes de pierres ou les effondrements de glaciers, relève Pascal Stoeberer. Il nous est donc impossible financièrement de louer ce radar en continu pour une seule vallée.»

Pourquoi dès lors ne pas l'acheter? D'autant plus que son prix, entre 200 000 et 300 000 francs, n'a rien de rédhibitoire. «L'engin n'a pas vocation à être utilisé par des novices, rappelle Lorenz Meier,

PDG de Geopraevent. Il y a une chaîne à maîtriser pour interpréter les résultats.» Conséquence: quiconque achèterait le radar devrait engager dans le même temps des physiciens et ingénieurs pour l'utiliser. Disproportionné.

Surtout qu'à en croire les spécialistes, les effondrements de glaciers ne seront pas plus nombreux dans le futur. «Avec le réchauffement climatique, de nouvelles zones de danger vont apparaître, mais d'autres vont disparaître, assure Martin Funk. Le tout est d'avoir des données sur les mouvements de glaciers en continu. Ainsi, on pourra toujours prédire leur chute. Reste à installer le matériel à temps.»

Contrôle par l'image



Le radar de Saas-Grund

Cher et très pointu, le radar interférométrique utilisé à Saas-Grund est mobilisé en cas d'extrême urgence. Le reste du temps, les glaciers sont surveillés principalement par des caméras haute définition, moins chères à utiliser. Celles-ci jouissent d'une grande sensibilité et d'une résolution de 42 mégapixels. Les images recueillies permettent une analyse précise de la déformation de la zone surveillée. On peut détecter de multiples détails malgré d'importantes différences de lumière qui peuvent exister en montagne. Des mouvements d'à peine quelques centimètres sur 1 ou 2 kilomètres sont visibles mais pas par tous les temps, ni la nuit. «Autrefois, on utilisait des tachymètres, se souvient Lorenz Meier, mais pour cela il fallait mettre des miroirs sur le glacier. Comme les glaciers bougent assez vite, cela nécessitait beaucoup d'entretien pour les miroirs. Aujourd'hui, outre les caméras, il arrive que l'on surveille les glaciers avec des GPS, mais, là aussi, il faut mettre des appareils sur le glacier. Les caméras et radars, eux, permettent des mesures à distance.»

Place de transit: Saint-Maurice se braque

Gens du voyage L'État du Valais propose de créer une nouvelle aire d'accueil dans la commune de Bas-Valais. Résignée, cette dernière ne veut en discuter que sous certaines conditions.

L'unique place de transit valaisanne pour les gens du voyage à Martigny doit bientôt fermer. Pour la remplacer, un terrain sur la commune de Saint-Maurice a été choisi. Le projet a été révélé par le conseiller d'État Jacques Melly, vendredi dernier au Parlement. Depuis, le président aigaunois Damien Revaz dit avoir reçu un «bon nombre» de réactions inquiètes de ses concitoyens. «Ils ne veulent pas de cette place, explique l'élu PLR. À tort ou à raison, les gens du voyage ont mauvaise presse.»

La Municipalité a été contactée à ce sujet par le Conseil d'État il y a quelques mois. «Ils nous ont posé plusieurs questions au sujet d'un terrain cantonal situé dans la zone industrielle», confirme Damien Re-



La Municipalité aigaunoise «n'est pas chaude» à l'idée d'accueillir des gens du voyage, à en croire son président. Laurent Gillieron/Keystone

vaz. L'emplacement est proche d'une usine de bois aggloméré, à la sortie de l'autoroute.

Si des contacts ont été pris, les discussions sont toujours en cours. Et elles pourraient se prolonger. «La Municipalité n'est pas chaude à cette idée. Vous en connaissez, vous, des communes qui accueillent les gens du voyage à bras ouverts», explique le chef de l'exécutif. Après réflexion, la commune s'est

quand même résignée. Elle se dit aujourd'hui prête à entrer en matière mais sous certaines conditions uniquement.

La première condition est de régler d'abord la question de la durée. Cette nouvelle place ne doit être que temporaire (quelques années), a assuré Jacques Melly. Damien Revaz et son collègue en doutent et ont peur que ce temporaire se prolonge indéfiniment. Pour éviter un

piège, ils demandent de solides garanties.

Autre condition: le respect de la procédure. Le terrain convoité se trouve dans une zone industrielle. Ce qui ne convient pas. Avant d'installer les gens du voyage, il faut donc faire une demande pour un changement d'affectation et une autre pour le permis de construire. D'éventuelles oppositions pourraient ainsi se manifester, puis retarder la mise en place du projet.

«Tout est de la faute du Conseil d'État si la situation actuelle est aussi tendue», accuse Damien Revaz. Selon lui, l'exécutif cantonal n'a jamais voulu, «pour des raisons électoralistes», régler la question politique de l'accueil des gitans. Le Valais devrait avoir depuis longtemps plusieurs places de transit: une dans le Valais central, une deuxième dans le Haut et une troisième dans le Bas. Actuellement, seule Martigny en accueille une. «L'effort doit être fourni par tout le canton et pas seulement par le Bas», conclut Damien Revaz. **Dominique Bort**

Publicité

Nouveau: Conseil dans toute la Suisse désormais dans 25 succursales!

Du jour au lendemain sans emploi: est-ce que je peux couvrir mon crédit contre ce genre d'accident de la vie?

Oui, avec notre garantie de crédit.

- ✓ En cas d'invalidité ou de chômage
- ✓ Prise en charge des mensualités
- ✓ 0800 40 40 42 ou credit-now.ch

CREDIT now

Il y a toujours une solution